

Rapport d'activité 09/2019-09/2020



FÉDÉRATION BRUXELLOISE
DES JEUNES SOCIALISTES

L'équipe

Président : Donatien DEPUYDT

Secrétaire général : Sofian EL SAYD

Trésorière : Laure D'ALTILIA

Délégués thématiques :

- Nizar OAMART
- Giulia CONTES
- Luiza DURAKI
- Martin MARECHAL

Représentants élus à l'assemblée générale du Mouvement des Jeunes Socialistes :

- Fatou SAMPIL
- Safa AKYOL (jusque janvier 2020)

Représentants élus au Bureau de la Fédération bruxelloise du Parti Socialiste:

- Donatien DEPUYDT
- Laure D'ALTILIA
- Safa AKYOL
- Anas Abdelmoumen
- Nizar OAMART

Mot du Président

Chères et chers membres de la FBJS,
Chères et chers partenaires,

C'est avec fierté que je vous présente le rapport d'activité 2019-2020 de la FBJS.

Celui-ci est le fruit du travail collectif de l'équipe élue lors de la dernière AG mais aussi de jeunes non-élu.e.s, tous mus par les valeurs socialistes et progressistes.

Rapidement après l'installation de la nouvelle équipe, la FBJS s'est impliquée activement dans les débats de démocratie interne au sein du PS. Nous avons pu faire le constat sur les défis auxquels notre société est confrontée et rappeler notre vision pour les surmonter.

Régulièrement durant l'année, la FBJS a contribué au débat public sur divers sujets en exprimant ses positions.

Quelques thèmes ont été plus fréquemment abordés. Nous pouvons d'abord citer la lutte contre les idées d'extrême droite et la défense de notre vision humaniste, par exemple, en rendant hommage aux personnalités qui ont combattu des systèmes capitalistes et répressifs, ici et ailleurs. Dans le même sens, nous avons ardemment défendu les libertés individuelles et le droit des femmes. Les mesures inédites COVID-19 ont été l'occasion de rappeler notre priorité à la solidarité.

La FBJS a aussi assumé son rôle d'information et d'analyse pédagogique de sujets politiques. La conférence-débat sur l'intervention militaire dans le nord de la Syrie, organisée à l'ULB, a permis d'analyser sereinement la situation, sous un prisme progressiste. Similairement, les activités *Apprentis Citoyens* nous ont permis d'aller à la rencontre des étudiants du secondaire pour débattre politique. D'autres actions de terrain, ont aussi été au programme cette année.

Finalement, je tiens à remercier toute l'équipe FBJS -entièrement bénévole- qui a porté cette activité riche et enthousiasmante. Un merci particulier à Sofian pour la rédaction de ce rapport. Mon plus fervent souhait est de voir la FBJS continuer à porter haut la voix de la jeunesse socialiste et progressiste. Longue vie à la FBJS !

En vous en souhaitant une bonne lecture,
Fraternellement,
Donatien Depuydt



Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	4
LES POSITIONS DÉFENDUES	5
1. Non à l'extrême droite, oui à l'Humanisme	5
2. Solidarité, notamment durant la pandémie Covid-19	8
3. Liberté, pierre angulaire de nos combats	12
LES ACTIONS PÉDAGOGIQUES	16
1. Intervention militaire dans le nord de la Syrie	16
2. Apprentis citoyens	17
3. Rencontre virtuelle avec Hassan Bousetta	17
LA PRÉSENCE SUR LE TERRAIN	18
1. Les participations aux diverses manifestations	18
2. Les actions de terrain	20
LA PARTICIPATION AUX ÉVÈNEMENTS DU PARTI SOCIALISTE ET ORGANISATIONS ASSOCIÉES	21
VIE ASSOCIATIVE	24

Les positions défendues

La FBJS a participé et contribué positivement à maintes reprises au débat public en partageant ses opinions dans la presse nationale. L'expression des prises de position et des points de vue des jeunes socialistes pour apporter un éclairage nouveau a été diffusée via des cartes blanches, communiqués et lettres.

1. Non à l'extrême droite, oui à l'Humanisme

En voyant éclater avec stupéfaction le « cordon sanitaire médiatique, » les jeunes socialistes de Bruxelles ont demandé le 7 mai 2020 de préserver le cordon sanitaire. Contre les idées d'extrême droite, la FBJS considérait que la crise sanitaire du Covid-19 ne devait pas faire oublier que la montée du populisme de droite était une des préoccupations majeures de notre pays, car dangereuse pour notre démocratie.

« Cette rupture du cordon ne saurait être passée sous silence, risquant de donner place à une politique d'extrême droite décomplexée et de déplacer le curseur de ce qui est « tolérable. » Les idées d'extrême droite ont démontré maintes fois dans l'histoire leur dangerosité, prônant sans aucun complexe, la xénophobie, le racisme, la volonté d'une scission du pays etc. Elles restent en tout temps totalement inacceptables... »

De plus, en collaboration avec les jeunes socialistes du Brabant-Wallon, de Verviers, et les étudiants socialistes de Mons, de Liège et de l'ULB, les jeunes socialistes de Bruxelles ont demandé le 17 juillet 2020 au président du Parti socialiste Paul Magnette de ne pas aller s'allier à la N-VA. Avec ce collectif de jeunes et étudiants socialistes, la FBJS a rédigé un courrier – relayé par le journal « Le Soir » – dans lequel elle se positionne publiquement contre la formation d'un Gouvernement fédéral PS/N-VA, même dans le cas où cela impliquerait de se retrouver dans l'opposition.



Cher Président,
Cher Paul,
Cher Camarade,

Nous comprenons de tes dernières déclarations qu'il serait envisageable d'associer PS et NVA dans un gouvernement fédéral. Il nous semblait pourtant clair que le PS et la NVA ne partagent aucun projet politique commun.

Rappelons que la crise COVID-19 a mis en lumière les failles d'une Belgique gouvernée depuis 2014 par une politique de droite MR-NVA. La liste exhaustive de leurs errements est bien trop longue pour être détaillée dans ce courrier (budget des soins de santé, évasion fiscale, précarisation...).

C'est dans ce contexte que nous, Les jeunes et étudiants socialistes de Bruxelles, du Brabant Wallon de Verviers et de Liège, t'écrivons aujourd'hui pour rappeler notre ferme opposition à la formation d'un gouvernement PS-NVA.

Cela représenterait un déni total de nos valeurs et de nos idéaux. Une position indéfendable auprès des électrices et électeurs qui ont fait confiance au Parti Socialiste lors des dernières élections.

Il y a bien plus de 17 raisons de ne pas s'associer au projet de la NVA. Que ferons-nous lorsque la NVA bloquera toute avancée sur les droits des femmes à disposer de leurs corps ? Que ferons-nous lorsqu'un membre de la NVA twitera des messages aux relents racistes ? Que ferons-nous lorsque la NVA attaquera Unia ? Que ferons-nous lorsque la NVA détricotera les acquis sociaux ? Que ferons-nous lorsque la NVA refusera des aides indispensables au CPAS pour protéger les plus précaires face à une seconde vague, comme ils l'ont déjà fait ?

Le Parti Socialiste a toujours pris ses responsabilités pour défendre la solidarité, la fraternité, l'égalité, la justice et la liberté. Donc oui, le Parti Socialiste est un parti de gouvernement, mais pas à n'importe quel prix. Le projet du PS n'est pas de défendre les intérêts du patronat, ni le nationalisme, ni le conservatisme, ni le populisme, soit l'antithèse de la NVA.

Alors que faire si une majorité -même relative- ne partage le projet du PS ? Travailler depuis les bancs du Parlement ? Retourner aux élections ? Nous privilégions définitivement un travail d'opposition qu'une alliance contre nature. Les solutions existent, mais il ne nous appartient pas de les trancher dans ce courrier. Cependant, le choix fait aujourd'hui déterminera l'avenir de notre Parti.

C'est pourquoi, nous demandons au Parti Socialiste de mettre en place au plus vite un référendum interne afin de décider collectivement de la meilleure voie à suivre. Plus horizontal que l'habituel congrès de participation, cette consultation devra se faire au suffrage universel de tou.te.s ses militant.e.s à bulletin secret sur une question collégalement déterminée. Cet élan de démocratie interne renforcera sans nul doute la vigueur de notre Parti.

Comme tu l'as déjà dit, les militant.e.s sont la base et le cœur du Parti Socialiste depuis toujours. C'est donc normal qu'ils puissent s'exprimer sur ce choix de la plus haute importance.

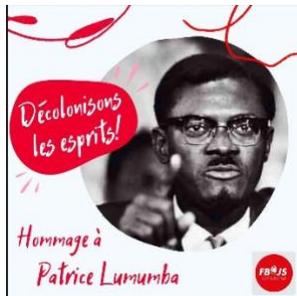
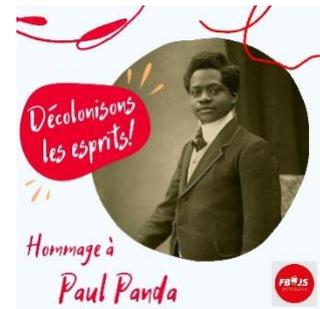
Merci pour ton attention,
Fraternellement,

Les jeunes socialistes de Bruxelles, Les jeunes socialistes du Brabant Wallon, Les jeunes socialistes de Verviers, les étudiants socialistes de l'ULB, les étudiants socialistes de Mons, les étudiants socialistes de Liège.



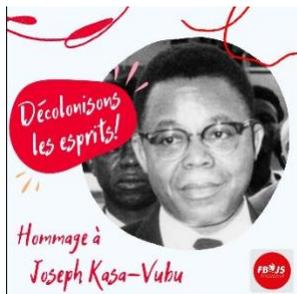
De manière plus concrète, La FBJs a rendu hommage tout au long du mois de juin 2020 aux personnalités qui ont combattu le système colonial au Congo, « *pour enfin décoloniser les esprits.* » Avec la décolonisation de l'espace public, c'est un large travail de dialogue et de mémoire qui a été entamé par les jeunes socialistes de Bruxelles en vue de contextualiser l'histoire coloniale. Ainsi, les jeunes socialistes ont rappelé qu'à partir de 1885, « *la Belgique, et plus particulièrement le roi Léopold II, a organisé au Congo (RDC) un système répressif, brutal et sauvage dans le but d'asservir les populations et de soustraire les richesses. Certaines personnalités se sont soulevées contre cette entreprise inhumaine.* » Pour la FBJs, ces personnalités ont, par leurs actions, « *rendu le monde meilleur et la Belgique plus digne. La Belgique doit les remercier pour cela et honorer leurs noms.* »

Paul Panda, fondateur de l'Union Congolaise, une association d'aide et de promotion, « *dénonçait les méthodes coloniales et réclamait la généralisation de l'enseignement laïc ainsi que l'accès des Congolais aux universités de la Métropole. Il plaidait également pour la participation de ses compatriotes au sein des instances décisionnelles ainsi que pour l'africanisation des cadres.* »



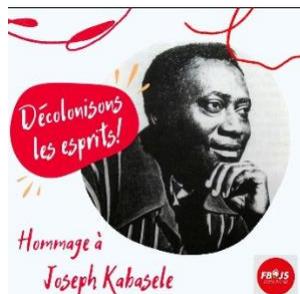
Le premier Premier ministre de la RDC Patrice Lumumba, est l'une des principales figures du combat pour l'indépendance. Fondateur du Mouvement National Congolais (MNC), il remporta les premières élections générales de 1960 mais sera assassiné le 17 janvier 1961 après un coup d'Etat militaire.

Pierre Mulele, ministre de l'éducation dans le gouvernement Lumumba, s'est opposé « au colonialisme, et a participé à une campagne visant à obtenir l'égalité des droits entre les fonctionnaires blancs et noirs. » Il sera torturé à mort publiquement après avoir fait partie de la rébellion qui réclamait une véritable indépendance suite à l'assassinat de Patrice Lumumba.



Joseph Kasavubu s'est illustré, lors de la table ronde de Bruxelles en 1960, « *en exigeant la libération immédiate de Patrice Lumumba. La même année, il est élu premier Président de la RDC. Il sera évincé par un coup militaire en 1965 et mourra en 1969, assigné à résidence.* »

L'activiste politique Léonie Abo a mis en lumière « les atrocités de la période coloniale, ainsi que l'importante phase de l'insurrection. » Elle est aussi la veuve de Pierre Mulele et a pris avec ce dernier le maquis pour arriver à une véritable indépendance.



Joseph Kabasélé fut celui qui, à 23 ans, fonda « Grand Kallé » qui est l'un des premiers groupes professionnels de musique congolaise. « Il fera connaître mondialement la musique congolaise moderne et la révolutionnera, en électrifiant la rumba, en y introduisant des consonances cuivrées. » Son tube « Indépendance chacha » est l'hymne de tous les peuples africains en quête d'émancipation. « Indépendance cha cha nous avons gagné / Nous sommes enfin libres / Oh Table ronde cha cha nous avons gagné / Indépendance cha cha te voilà enfin entre

nos mains »

2. Solidarité, notamment durant la pandémie Covid-19

Bien avant la crise sanitaire, une première carte blanche « Pendant que certains font leur liste au père Noël, d'autres ne savent pas s'ils passeront l'hiver » a été publiée le 25 novembre 2019 pour appeler à protéger les sans-abris du froid via l'utilisation des bâtiments inoccupés.

« La Strada, le centre d'appui au secteur bruxellois de l'aide aux sans-abri, dans son dernier rapport, fait part du triste constat de l'augmentation croissante du nombre de sans-abri à Bruxelles, passant très largement la barre des 4.000. La part de femmes et enfants touchés par le sans-abrisme ne cesse de croître et les jeunes de moins de 25 ans en représentent environ un quart.



À l'approche des froids hivernaux, les Jeunes Socialistes souhaitent mettre la lumière sur la « loi Onkelinx » adoptée en 1993, qui contient un programme d'urgence pour une société plus solidaire. Elle permet notamment un droit de réquisition, contre juste dédommagement, d'un bien immobilier abandonné depuis plus de six mois afin de le mettre à la disposition des personnes sans-abri.

Cette démarche doit être à l'initiative du Président de CPAS, avec l'accord du Bourgmestre de la commune. Naturellement, l'utilisation des biens inoccupés dont ils sont eux-mêmes propriétaires doit être prioritaire sur celle des biens des particuliers.

Notre capitale européenne compte de nombreux bâtiments inoccupés. Et pourtant, plus d'un quart de siècle plus tard, nous constatons que cette loi n'a été que peu appliquée en Région de Bruxelles-Capitale, malgré son immense potentiel pour les plus démunis.

Les Jeunes Socialistes ne prétendent pas détenir la solution miracle et font confiance à notre nouvelle Secrétaire d'Etat Nawal Ben Hamou pour répondre au problème structurel du manque de logements (de qualité) en Région de Bruxelles-Capitale. Cependant, en tant que socialistes, nous défendons une société plus juste et plus solidaire, dans laquelle le respect de la dignité humaine passe avant toutes autres formes d'intérêts. Nous appelons les autorités locales des 19 communes bruxelloises à prendre également leurs responsabilités, afin que cet hiver nos journaux ne nous annoncent pas le décès de sans-abri abandonnés par les pouvoirs publics dans des températures glaciales. »

Tout au long du confinement, la FBJS a été attentive aux mesures prises par le gouvernement et à l'écoute de la population. Plusieurs communiqués ont été faits en vue de conseiller et sensibiliser la classe politique sur les conséquences de la pandémie sur la population.

Le confinement accroissant le risque de violences conjugales et domestiques, la FBJS a partagé la ligne d'écoute 0800 30 030 « violences conjugales » le 23 mars 2020.

Trois jours plus tard, la FBJS a plaidé pour que les directives de l'OMS, notamment les programmes de dépistage, soient appliqués en Belgique. Les jeunes socialistes demandaient des tests gratuits et généralisés pour lutter efficacement contre la propagation du Covid-19.

La FBJS a également l'adaptation des mesures de restrictions sanitaires, en considération de la réalité socio-culturelle de nombreux bruxellois et de la réalité économique des petits commerçants. Cette approche bienveillante d'ouverture et de maintien du lien social et solidaire en ville, tout en rencontrant les préoccupations liées à la crise sanitaire.

L'adaptation des mesures relayée, de surcroît, par le journal « La Capitale » a été proposée de la manière suivante :

- « *En repoussant l'heure de fermeture obligatoire du secteur de l'horeca, actuellement fixée à 22h. Permettant ainsi de continuer les livraisons et les commandes à emporter, au-delà de l'heure de la rupture du jeûne. Tout en offrant une bouffée d'air aux petits indépendants (snacks, restaurants, etc.) qui subissent de plein fouet les conséquences des restrictions sanitaires depuis le début de la crise.*
- *En autorisant les déplacements ayant pour but la livraison de repas aux plus démunis. Traditionnellement, les mosquées et associations organisent des repas de rupture de jeûne et les partagent avec les plus précarisés. Malgré la crise sanitaire, il est possible de maintenir et encourager ces élans de solidarité, en les adaptant au contexte actuel. »*

Les jeunes socialistes ont appelé le 31 mars 2020 à la solidarité en Belgique en prenant exemple sur le Portugal dont le gouvernement du socialiste Antonia Costa avait annoncé la régularisation temporaire des sans-papiers. Cette mesure exceptionnelle et temporaire permettrait de les protéger du Covid-19. En fournissant une attestation de leurs procédures administratives afin d'être couverts et soignés, cela permettrait d'avoir une vue globale de la pandémie sur l'ensemble de la population, sans distinction.

Dans la prolongation de cette proposition de la FBJS, le collège des bourgmestre et échevins de Forest a demandé le 4 avril 2020 la régularisation des sans-papiers pour qu'ils puissent bénéficier des droits élémentaires, notamment l'aide médicale urgente, et ainsi diminuer le risque de contamination.





Rejoignant l'avis de la FEF (Fédération des Etudiant.e.s Francophones), la FBJS s'est opposée à la prolongation de l'année académique jusqu'au 17 juillet 2020, laquelle engendrerait des inégalités et de la précarité. Pour rappel, de nombreux étudiants sont obligés de travailler en juillet et août pour subvenir à leurs besoins et d'autres doivent rendre leur kot. Les jeunes socialistes de Bruxelles ont plaidé pour « *le maintien du calendrier académique* » et demande aux établissements d'enseignement

supérieur de « *s'adapter afin que les étudiants ne subissent pas de préjudices, ni pour les cours ni pour la défense des examens.* »

La FBJS et les Etudiants Socialistes de l'ULB ont interpellé le 5 avril 2020 la Ministre francophone de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement de la promotion sociale Valérie Glatigny pour réagir face à certains établissements scolaires du supérieur qui continuaient à imposer à leurs étudiants de suivre des stages pour valider leur année et ce, alors même que le confinement était décrété dans tout le pays. Pour préserver la vie des étudiants et les protéger, les jeunes socialistes ont dit non aux stages dans le supérieur et demandés à les confiner.



A noter aussi, une belle contribution positive du camarade Grégoire Kabasele a été publiée dans la presse, le 13 avril 2020, en plein confinement de Covid-19, :



« La vie nous éprouve, mais nous en sortons plus fort. Dans cette période de confinement, il a souvent été question de savoir si j'allais participer à l'accouchement ou non. Je ne te cache pas que cela me fendrait le cœur de ne pas y être. Je t'attends depuis un peu plus de 8 mois et vivre ce moment si unique est essentiel pour moi. Peut-être qu'en chaque adulte sommeille un parent qui désire aider, aimer et accompagner.

Je t'ai pensé à travers un test de grossesse positif, puis vu à travers des échographies, ensuite senti bouger par le ventre de ta maman. Depuis le premier jour, je t'entends dans mes

rêves et je te vois dans mes pensées. Peu importe ce qui se passera, sache que nous t'aimons et que nous t'attendons impatiemment. Tu changes ma manière de voir et de me présenter au monde. J'abreuve ma distance sociale par un amour parental. Je me lave les mains plusieurs fois par jour pour ne rien te transmettre de viral car ta santé m'est vitale.

J'imagine ton sourire et ton regard me dire : "Papa, je suis là et tout ira bien." J'imagine que la vie enfermée avec toi me paraîtra plus supportable. J'imagine plus tard te déposer sans crainte à la crèche.

Nous réfléchissons à ce que nous devons avoir pour toi, puis on se dit que nous voulons simplement être avec toi. Être présent, Être parent et Être nous avec nos imperfections.

Tu viendras rencontrer nos craintes, égayer nos vies et soulager nos journées plus difficiles par tes sourires.

Tu peupleras nos rêves de tes mimiques et notre existence de ta présence.

Tu siègeras dans le trône de nos cœurs en permanence.

Tu verras que la vie, mon fils, nous éprouve mais nous en sortons plus fort...

Comme les médias disent qu'il y aura un avant et un après Covid-19. Pour nous, il y aura un avant et un après toi.

En attendant, je patiente en regardant tes photos d'échographie et en préparant ta venue.

Je t'embrasse,

Papa »

3. Liberté, pierre angulaire de nos combats

Les jeunes socialistes de Bruxelles ont défendu le 6 juillet 2020 la dépénalisation de l'avortement, l'extension du délai légal de 12 à 18 semaines, ainsi qu'une réduction du temps de réflexion de 6 jours à 48h. Car en Belgique, il existe toujours des peines de prison possibles pour les femmes et les médecins recourant à l'IVG (bien que dans les faits, ce ne soit plus poursuivi).

Une proposition de loi, portée par le Parti Socialiste, visant à renforcer le droit à l'Interruption Volontaire de grossesse (IVG) se trouvait sur la table du Parlement fédéral et devait être votée fin août 2020. Malheureusement, les partis conservateurs (cdH, CD&V, N-VA, Vlaams Belang) ont repoussé le vote de cette proposition progressiste. Pire, le CD&V avait d'abord menacé de se retirer des discussions pour la formation d'un nouveau gouvernement fédéral et ensuite conditionné sa participation au vote contre cette proposition.



Pour la FBJJS, « *ce comportement de marchandage flagrant des droits des femmes est inacceptable ! Les femmes ne sont pas une monnaie d'échange !* »

Voter la loi de dépénalisation de l'IVG, c'est :

- *Donner aux femmes le choix de disposer de leur corps, en leur permettant d'avoir recours à l'avortement dans les meilleures conditions possibles et sans risque de poursuites judiciaires (même théorique) ;*
- *Ne plus obliger les femmes ayant dépassé le délai légal en Belgique de 12 semaines, à devoir se rendre à l'étranger (le délai aux Pays-Bas est de 22 semaines et 24 semaines en Grande Bretagne) ;*
- *Renforcer l'accompagnement des femmes plus vulnérables, notamment victimes : de viol, de violences conjugales (physique ou psychologique). »*

La FBJJS a aussi affirmée sa vision, le 4 juillet 2020, sur la question de la liberté pour les personnes adultes de porter des signes convictionnels dans les établissements, suite à *La médiatisation faite de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle se prononçant sur la légalité du règlement d'ordre intérieur de la Haute Ecole Francisco Ferrer.*



Contre les mesures restrictives de liberté dans les établissements de l'enseignement supérieur

www.jeunessocialistes.be  @FBJS_Bruxelles  /FBJSocialistes

Pour rappel, le 4 juin dernier, la Cour Constitutionnelle a donné son interprétation du concept de neutralité dans l'enseignement en permettant à la Haute École d'interdire le port de signes convictionnels. Cette interdiction n'est pas obligatoire, les établissements d'enseignement supérieur peuvent donc également choisir de l'autoriser. Parallèlement, le Ministre président de la Région de Bruxelles-Capitale a rappelé l'accord du Gouvernement allant dans le sens de la levée de l'interdiction du port de signes convictionnels pour les étudiants de l'enseignement supérieur et de la promotion sociale.

Dans ce débat, la FBJS souhaite mettre l'accent sur la liberté qui, rappelons-le, est la règle en démocratie et l'interdiction l'exception. Il s'agit ici de défendre la liberté de chacun de pouvoir s'habiller comme il le veut mais également la possibilité de pouvoir exercer sa liberté philosophique ou religieuse, considérant qu'à l'âge adulte chacun a la maturité de faire ses propres choix convictionnels. La FBJS n'est pas en faveur de mesures restrictives de libertés, génératrices d'exclusion et se positionne en faveur d'une laïcité inclusive.

L'interdiction du port de signes convictionnels semble impacter particulièrement les femmes portant le voile. La FBJS dans un souci d'égalité femme-homme se veut attentive à l'impact négatif sur l'émancipation des femmes de mesures qui conduisent à entraver l'accès à l'enseignement supérieur pour les femmes concernées, réduisant ainsi leurs chances d'accès à l'emploi et leurs perspectives d'avenir. Ces mesures ont un effet de stigmatisation et de marginalisation entraînant un risque de cloisonnement dans l'espace domestique et de dépendance financière.

De plus, la FBJS craint un effet de ségrégation en cas d'application disparate de l'interdiction du port de signes convictionnels entre les établissements d'enseignement supérieur. Les convictions philosophiques et religieuses ne devraient pas être un élément déterminant dans le choix d'une filière ou d'un établissement d'enseignement supérieur.

La FBJS constate également que la situation des personnes qui se retrouvent face à ce changement de règlement en cours de cursus qui ne semble pas avoir été prise en compte.

En tant que jeunes socialistes, nous souhaitons promouvoir l'idée d'une société de vivre ensemble, basée sur les libertés individuelles et dans laquelle la mixité culturelle est une richesse, permettant ainsi à chacun de s'épanouir. »

En lien avec la pandémie Covid, la FBJs s'est inquiétée le 20 avril 2020 de l'approche que semble emprunter le Gouvernement fédéral sur l'utilisation de nos données personnelles pour maîtriser la pandémie de Covid-19.



Selon les jeunes socialistes, cette approche est opaque car « *la composition de la task-force qui pilote le projet, le rôle des multinationales et la gouvernance de l'utilisation des données* » ne sont pas connus. Le parlement doit aussi être consulté. Elle est aussi dangereuse puisque les utilisations potentielles d'une App de tracking semblent évidentes : « *Nous ne voulons être pisté ni par les multinationales ni par un gouvernement. Rappelons que le gouvernement MR/N-VA signait dernièrement des partenariats liberticides avec des pays peu démocratiques comme le Soudan.* » Enfin, elle est peu efficace parce que « *chacun doit avoir le droit de ne pas posséder un smartphone ou de ne pas utiliser une App. Il n'est pas*

réaliste de développer et de faire adopter par la population une App en si peu de temps et sans mettre en danger nos droits fondamentaux. »

Les jeunes socialistes ont rappelé à cet égard que le gouvernement devait plutôt se concentrer en priorité sur « *les besoins de base comme des tests, des masques et lutter contre les pénuries dans les hôpitaux.* »

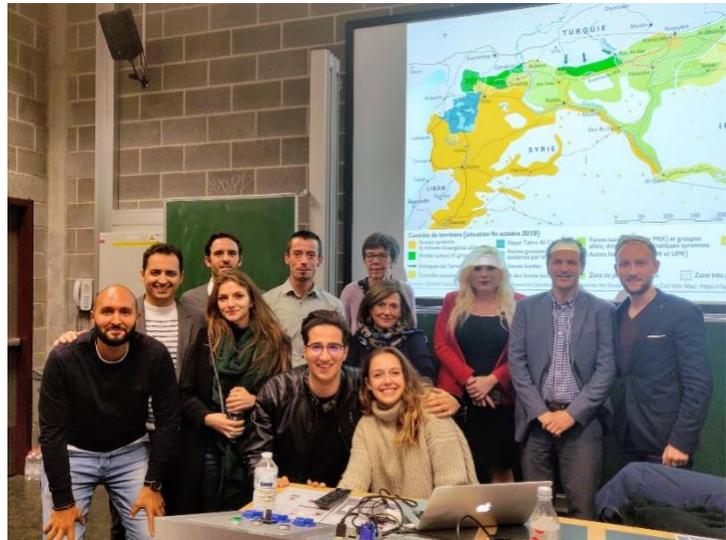
Les actions pédagogiques

La FBJS a organisé plusieurs événements pédagogiques en vue de faire germer de nouvelles idées et sensibiliser aux causes socialistes et politiques de gauche.

1. Intervention militaire dans le nord de la Syrie

La FBJS a tenu et organisé le 13 novembre 2019 à l'ULB une conférence-débat, animée par le président de la FBJS Donatien Depuydt, sur l'intervention militaire au nord de la Syrie. En effet, la Turquie annonçait le 9 octobre 2019 le lancement de l'opération militaire baptisée « Source de paix » dans le nord de la Syrie, à la frontière turco-syrienne.

Un panel d'experts – Firouzeh Nahavandi (Professeur à l'ULB), Claire Bourgeois (vice-présidente de Médecins du Monde), Nicolas Gosset (politologue et chercheur au Centre d'études de sécurité de l'institut royal supérieur de défense) et Mamar Merzouk (chef d'équipe à la Commission européenne - DG ECHO) – a été convié pour expliquer la situation dans cette partie du monde et les enjeux de cette région, et répondre plus particulièrement aux questions suivantes : quelles raisons ? Quels impacts humanitaires ? Quelles conséquences politiques ? Retrait des troupes américaines ? La Russie au centre du jeu géopolitique ? Des territoires contestés ? et l'OTAN dans tout ça ?



permis aux invités de tous bords une belle soirée d'échanges et de connaissance et

L'apport des experts et leur contribution a



surtout, une meilleure compréhension des enjeux géopolitiques de la crise syrienne.

2. Apprentis citoyens

Les membres de la FBJS ont participé à un débat citoyen et politique intéressant le 15 janvier 2020 à l'Institut Emile Gryzon, à Anderlecht. Ce débat, organisé par la plateforme « Apprentis citoyens, » s'inscrivait dans le cadre des objectifs pédagogiques des établissements scolaires et écoles d'enseignement supérieur

Cette rencontre « d'éducation à la citoyenneté » fut enrichissante et était l'occasion d'échanger les points de vue entre les étudiants et les jeunes représentants des partis démocratiques francophones et d'aborder plusieurs questions politiques



3. Rencontre virtuelle avec Hassan Bousetta



La FBJS a rencontré Hassan Bousetta, chercheur qualifié du FNRS et professeur adjoint à l'Université de Liège, le 26 mai 2020 pour aborder le sujet de la distanciation sociale.

Selon le professeur Bousetta, la clé du monde de demain est l'état social qui articule une grande réflexion sur la protection de l'environnement. Les inégalités sociales ont cru de manière considérable ; « *nous ne sommes pas tous égaux face au Covid-19.* » Pour sortir de cette crise, nous avons besoin de davantage de solidarité et de lien social. Par conséquent, les jeunes socialistes ont demandé aux autorités de ne plus parler de distanciation sociale mais de « body distancing » ou distanciation physique car pour vaincre la crise, nous avons besoin de « social bonding. »

La présence sur le terrain

1. Les participations aux diverses manifestations

Les membres de la FBJS ont participé à plusieurs manifestations avant les mesures de confinement de la population pour dénoncer et s'exprimer sur des problématiques nationales et internationales.

Les jeunes socialistes de Bruxelles ont battu le pavé le 24 novembre 2019 pour l'élimination des violences à l'égard des femmes.

Depuis ces trois dernières années, le nombre de féminicides en Belgique (plus de 100) est bien au-dessus de la moyenne d'autres pays européens. Les membres de la FBJS ont naturellement répondu présent au Carrefour de l'Europe pour manifester leur solidarité et dire stop aux différents formes de violences que les femmes subissent au quotidien parce que c'est une responsabilité collective de toute la société.



Cette grande manifestation nationale féministe était un moment fort et a permis de rappeler que ce combat continue pour protéger l'intégrité des femmes et leur autonomie et tendre vers une société sans violences envers les femmes.

Les membres de la FBS ont également dénoncé la répression des Ouïghours par le gouvernement chinois. Depuis quelques années, ce sont entre 1 et 3 millions de musulmans turcophones du Xinjiang qui sont arrêtés, détenus dans des camps de concentration qui rappellent les heures les plus sombres de la seconde guerre mondiale, violés et torturés.

Dénoncé par 22 pays membres de l'ONU et des organisations de défense des droits humains comme Human Rights Watch, les jeunes socialistes de Bruxelles ont participé à la manifestation du 12 janvier 2020 pour exprimer leurs inquiétudes et dénoncer les politiques abusives chinoises vis-à-vis de la minorité turcophone des Ouïghours. Les jeunes socialistes considèrent en effet que la violation et l'atteinte des droits de l'Homme est inacceptable.



Les membres de la FBS ont également participé à la grande marche du 8 mars 2020 à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Cette manifestation était fondamentale en vue de poursuivre une égalité absolue entre les femmes et les hommes.

2. Les actions de terrain

En tant que véritables acteurs de terrain, les membres de la FBJS ont organisé, avant les mesures de confinement liées à la pandémie de Covid-19, des activités et participé à des rassemblements en vue d'échanger avec la population et les jeunes en particulier sur les défis et enjeux actuels, sensibiliser aux valeurs de gauche et fédérer autour d'idées progressistes.

Les jeunes socialistes de Bruxelles ont participé à la mi-octobre 2019 à « Rendre visible l'invisible : le grand bazar social-climat, » un forum et actions afin de créer les conditions de l'éradication de la pauvreté. Cette journée mondiale de lutte contre la pauvreté et du refus de la misère était notamment l'occasion de débattre de propositions de mesures politiques mis en avant autour des Halles Saint-Géry.

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, les membres de la FBJS se sont mobilisés pour faire le point sur l'évolution du virus en Belgique et sensibiliser quant à sa transmission.

En effet, 2,4 nouveaux cas de contamination sont répertoriés chaque jour en Belgique. S'il est exact que de grandes avancées ont eu lieu pour « contenir » la maladie, permettant aux personnes séropositives d'avoir une espérance de vie quasi semblable aux autres, on observe que les connaissances relatives au mode de transmission du virus du VIH sont en recul en Belgique.

C'est pourquoi, les jeunes socialistes ont distribué fin novembre 2019 des centaines de préservatifs au Cimetière d'Ixelles pour aller à la rencontre de la population et sensibiliser sur les dangers de la maladie.



La participation aux événements du Parti socialiste et organisations associées

Les membres de la FBJS ont régulièrement pris part aux événements organisés par les différents organes du Parti socialiste et des organisations associées.

Premièrement, la FBJS s'est impliquée dans le débat interne lors de l'élection à la présidence du PS bruxellois. Ainsi, la FBJS a reçu le 4 octobre 2019 les candidats Ahmed Laaouej, lequel remportera plus tard la présidence, et Rachid Madrane pour discuter des différentes propositions et solutions par rapport aux multiples défis auxquels notre société fait face.



Suite à cette rencontre, la FBJS a communiqué qu'elle restera « *attentive à l'application par le président élu, quel qu'il soit, des propositions discutées lors des rencontres et continuera à défendre une certaine vision du fonctionnement de la fédération bruxelloise du PS ; à savoir et sans prétention d'exhaustivité :*

1. *Faire entendre la voix des jeunes ; Créer davantage de liens entre jeunes socialistes et mandataires ;*
2. *Mettre les militants au cœur des débats et des décisions ;*
3. *Appliquer le décumul ;*
4. *Moderniser la communication, via l'utilisation des outils numériques. »*

Les Jeunes Socialistes reçoivent
Ahmed Laaouej et Rachid Madrane,
candidats à la présidence de la Fédération bruxelloise du PS

Bruxelles, le 4 octobre 2019

La Fédération Bruxelloise des Jeunes Socialistes (FBJS) a accueilli lors de son Bureau Politique, ce vendredi 04 Octobre 2019, les deux candidats à la Présidence de la Fédération Bruxelloise du parti Socialiste (FBPS), Ahmed Laaouej et Rachid Madrane. Cette rencontre a été l'occasion de présenter et discuter leurs candidatures avec les JS.

Les JS saluent cet exercice de démocratie interne qui est bénéfique pour l'inclusion des militants et la responsabilisation des élus. Les JS reconnaissent la grande qualité, l'expérience et la vision inspirante des deux candidats ; ce qui les rend tous les deux légitimes pour la fonction. Nous espérons que les échanges qu'ils auront dans les prochains jours seront sains et vertueux pour l'avenir de la Fédération.

La FBJS restera attentive à l'application par le Président élu, quel qu'il soit, des propositions discutées lors des rencontres et continuera à défendre une certaine vision du fonctionnement de la FBPS ; à savoir et sans prétention d'exhaustivité :

1. Faire entendre la voix des jeunes ;
2. Créer d'avantages de lien entre JS et mandataires ;
3. Mettre les militants au cœur des débats et des décisions ;
4. Appliquer le décumul ;
5. Moderniser la communication, via l'utilisation des outils numériques ;

Cette élection interne est un pas en avant pour équiper la FBPS d'une nouvelle équipe prête à apporter des solutions aux nombreux défis auxquels notre société est confrontée actuellement. Nous pensons plus particulièrement à l'oppression économique, à l'urgence sociale et environnementale et à l'hégémonie culturelle des forces néo-capitalistes.

La FBJS est une organisation indépendante du Parti Socialiste dont les missions sont la représentation de la jeunesse socialiste, la coordination de l'action militante sur le terrain des luttes et l'émergence de nouvelles idées progressistes.

Contact : infosfbjs@gmail.com - 0498/68.28.56



Les membres de la FBJS se sont impliqués dans les activités du Mouvement des Jeunes Socialistes . Par exemple, ils étaient bien présents le 18 décembre 2019 à l'élection du nouveau bureau du MJS, à Charleroi. Lors de cette occasion, ils se sont exprimés de manière remarquable.



Autre occasion, les jeunes socialistes de Bruxelles ont participé le 13 février 2020 au bureau ouvert du Mouvement des Jeunes Socialistes. Nous retenons la contribution particulière du jeune



député bruxellois Martin Casier venu parler du dossier du remboursement des bourses étudiantes.



Même si le Covid-19 nous a obligé à rester confinés, il ne nous a pas empêché de se réunir, via un Facebook live, à la veillée traditionnelle du 1^{er} mai. Après le discours du 1^{er} mai du président du PS bruxellois Ahmed Laaouej, nous avons célébré avec tous les militants socialistes les combats des travailleurs, et échangé sur les questions de travail, de solidarité et d'émancipation. Avec de la musique live, des quizz, des débats et des invités de la société civile, l'ambiance était amicale et chaleureuse.

A l'occasion du 1^{er} mai, la FBJJS a encouragé une meilleure insertion des nouveaux diplômés sur le marché du travail.

« En ce 1er mai, rappelons que la jeunesse continue plus que jamais à être un critère de discrimination sur le marché du travail bruxellois.

Une inégalité d'accès à l'emploi se fait d'ailleurs encore plus ressentir dans les quartiers les plus précarisés. Afin de fuir le chômage coûte que coûte, certains jeunes finissent par accepter des emplois qui ne correspondent ni à leur formation, ni à leurs aspirations.

Bien qu'à travers sa « garantie jeune » Actiris a permis de mettre en place différents mécanismes d'insertion à travers des stages, des formations ou des emplois, nous souhaiterions que les mesures dans ce sens soient renforcées. De la même manière que la parité linguistique et sexuelle est fortement encouragée dans les services publics, il serait possible d'envisager une forme de « quota jeune » tant dans les entreprises privées que dans le secteur public.

Comme l'avait si bien dit notre camarade Gregor Chapelle: le chômage n'est pas une culpabilité individuelle, mais une responsabilité collective. »

Vie associative

Les membres de la FBJS sont restés en contact régulier durant cette année tant physiquement que virtuellement, via ces instances. Le Bureau Politique s'est tenu mensuellement et les contacts au sein du secrétariat ont été hebdomadaires. Ces échanges ont permis de maintenir le débat politique interne dans une ambiance fraternelle. La FBJS a organisé le 7 septembre 2020 l'assemblée générale électorale pour désigner la nouvelle équipe. Aussi, plusieurs drinks chaleureux ont été organisés avant le confinement pour se retrouver et remercier tous les jeunes socialistes, militants et bénévoles pour leurs efforts sur le terrain.

La FBJS a organisé le 30 janvier 2020 un drink de nouvel an pour fêter l'entrée dans l'année 2020 et souhaiter ses meilleurs vœux.



Les évènements cités dans le rapport

- ✓ Assemblée générale électorale de la FBJS, le 24 septembre 2019
- ✓ Election présidentielle bruxelloise du Parti socialiste, le 4 octobre 2019
- ✓ Forum « Rendre visible l'invisible : le grand bazar social-climat », le 14 octobre 2019
- ✓ Conférence-débat « L'intervention militaire dans le nord de la Syrie », le 13 novembre 2019
- ✓ Manifestation contre les violences faites aux femmes, le 24 novembre 2019
- ✓ Carte blanche « Pendant que certains font leur liste au père Noël, d'autres ne savent pas s'ils passeront l'hiver », le 25 novembre 2019
- ✓ Bureau politique et comité de vigilance du Parti socialiste, le 26 novembre 2019
- ✓ Distribution de préservatifs, le 30 novembre 2019
- ✓ Election du nouveau bureau du Mouvement des Jeunes Socialistes, le 18 décembre 2019
- ✓ Manifestation contre les violences envers les Ouïghours, le 12 janvier 2020
- ✓ Débat citoyen à l'Institut Emile Gryzon, le 15 janvier 2020
- ✓ Drink de nouvel an, le 30 janvier 2020
- ✓ Bureau ouvert du Mouvement des Jeunes Socialistes, le 13 février 2020
- ✓ Grande marche de lutte pour les droits des femmes, le 8 mars 2020
- ✓ Lettre « Tu verras, mon fils, que la vie nous éprouve mais nous en sortons plus fort... », le 13 avril 2020
- ✓ Communiqué « Pensons collectif et soyons solidaires », le 23 avril 2020
- ✓ Veillée du 1^{er} mai, le 30 avril 2020
- ✓ Rencontre avec Hassan Bousetta sur la distanciation physique, le 26 mai 2020

- ✓ Communiqué « Contre les mesures restrictives de liberté dans les établissements de l'enseignement supérieur », le 4 juillet 2020
- ✓ Lettre au président du Parti socialiste Paul Magette, le 17 juillet 2020
- ✓ Assemblée générale électorale de la FBJS, le 7 septembre 2020